

Les subsides

Ils ont exprimé le même sentiment d'urgence qu'on entend partout au Canada. Et ce n'est pas le genre de sortie teintée de parti pris, que nous avons entendue de l'autre côté de la Chambre cet après-midi, qui va leur rendre justice. Il s'agit d'une urgence qui est au-dessus de la politique de parti et des discussions partisans. Cette urgence découle de statistiques très concrètes, et elle s'explique par le coût supplémentaire payé par les agriculteurs et les pertes qu'ils ont subies. Il ne s'agit pas seulement de pertes du genre de celles causées par la réduction des revenus ou de la pension, mais bien de pertes qui obligent des familles à vendre la propriété agricole qu'elles détiennent depuis des générations et qui représentent un élément essentiel de leur mode de vie. Comment faire comprendre ce sentiment d'urgence à la Chambre des communes par un vendredi après-midi? On pourrait par exemple rappeler les statistiques fort lugubres.

● (1620)

La Société du crédit agricole vient de préparer un document révélant que la valeur des biens agricoles a baissé de 12 p. 100 depuis seulement un an. Ce même document explique que pas moins de 34 p. 100 des agriculteurs canadiens sont en proie à des difficultés financières. Toujours dans ce document, on explique que, au Canada comme aux États-Unis, la situation du financement agricole a empiré depuis 18 mois. Cette dégradation est susceptible de se poursuivre, compte tenu des prévisions courantes concernant les prix agricoles et les réserves internationales excédentaires de céréales et de bétail.

La Société du crédit agricole soutient que les arriérés de paiement ont augmenté de pratiquement 50 p. 100 lors de l'année financière 1984-1985, pour passer à 160 millions de dollars. Voyons d'un peu plus près la valeur des terres agricoles, ce qui avait jusqu'ici sauvé la plupart des familles agricoles. En effet, certaines familles se disaient qu'elles avaient chaque année du mal à joindre les deux bouts par manque de liquidités, mais que leurs avoirs prenaient de la valeur. Or depuis un an, la valeur des terres agricoles au Canada a chuté. En Alberta, la province dont le dernier intervenant a parlé tout en louangeant chaudement la politique gouvernementale, le prix des terres a baissé de 5 à 10 p. 100. Dans le Sud de la Saskatchewan, les prix ont baissé de 30 à 35 p. 100 dans les régions frappées par la sécheresse. La Colombie-Britannique a connu pour sa part une baisse de 5 à 10 p. 100. Même dans certaines régions de l'Ontario où les prix des propriétés agricoles avaient augmenté légèrement au début de l'année, on a constaté un revirement de la situation et les prix sont encore une fois en deçà du niveau qu'ils avaient atteint au début de l'année. Ces diminutions surviennent à un moment où la situation financière générale du pays commence à se redresser. Les conservateurs nous l'ont rappelé cet après-midi, voulant nous faire croire que c'était tout à leur honneur. Or c'est la situation contraire qui s'est produite dans le secteur agricole, monsieur le Président. L'économie a effectivement repris du poil de la bête. Les taux d'intérêt ont baissé d'environ 3 p. 100 en général. Pourtant, en dépit du fait que, généralement parlant, les choses vont mieux, la situation dans le secteur agricole va de mal en pis. Voilà qui prouve sans la moindre équivoque que le gouvernement n'a pas su prendre les mesures voulues dans le secteur agricole.

Si la situation était désespérée dans le reste de l'économie et si le secteur agricole éprouvait sa part de problèmes également,

le ministre pourrait prétendre alors qu'il fait face à une situation très difficile. Cependant, les choses se sont beaucoup améliorées dans d'autres secteurs qui ne relèvent pas de la compétence du ministre alors que la situation dans l'agriculture ne fait qu'empirer.

Je n'irai pas jusqu'à prétendre que tout cela est attribuable aux 13 mois de pouvoir du gouvernement conservateur, car les problèmes ont commencé dès 1981-1982. Cette crise est attribuable autant aux échecs passés du gouvernement libéral précédent...

M. Della Noce: Très juste.

M. Langdon: ... qu'à ceux du gouvernement actuel. Le gouvernement s'est fait élire en promettant des changements et des améliorations. Il s'est engagé à s'attaquer de front à la crise financière des agriculteurs.

Ce matin, je me suis enquis auprès du ministre de cette crise. Je lui ai demandé s'il était disposé à prendre une mesure au sujet des prêts autres que ceux de la Société du crédit agricole. Je voulais savoir s'il était disposé à imposer un moratoire dans leur cas également. Je souhaitais qu'il me précise s'il était prêt à mettre en place un système d'examen judiciaire de l'endettement des agriculteurs. Je dois reconnaître que le ministre m'a donné certaines réponses positives. Il m'a affirmé, et j'espère assez bien le citer, qu'on allait prendre des mesures comme celles que je réclame depuis mon élection, il y a 13 mois, mais il ne faudrait pas oublier que le ministre occupe son poste depuis 13 mois également. La crise financière dans le secteur agricole existait lorsqu'on lui a confié son portefeuille. Cependant, elle a empiré au cours de son mandat et il n'a aucune excuse lorsqu'il intervient aujourd'hui pour dire que des mesures vont être prises. Ce devrait déjà être chose faite.

Il aurait au moins fallu prendre le même genre de mesures que le gouvernement conservateur en Saskatchewan en décrétant un moratoire sur la dette agricole et en examinant le dossier de chaque agriculteur qui risque de perdre son exploitation. Il aurait au moins fallu faire cela.

Nous avons reçu, en mai, le rapport de l'étude Grey Bruce. Il recommandait clairement de créer immédiatement des commissions d'examen de la dette agricole. J'en ai parlé avec le ministre. Il s'est dit sympathique à cette idée, mais il ne l'a pas mise à exécution. Ce n'est sans doute pas faute de le vouloir. C'est probablement parce que les priorités du gouvernement ne sont pas les mêmes que celles des citoyens. Son gouvernement a démontré au cours d'un week-end, en mars, qu'il pouvait intervenir pour aider la Banque Commerciale du Canada. En une semaine, il a réussi à trouver 875 millions de dollars pour les déposants de la Norbanque et de la BCC. Les agriculteurs sont les laissés-pour-compte et ils l'ont pratiquement toujours été depuis la Confédération.

● (1630)

Ils n'ont pas obtenu justice sous l'ancien gouvernement. Ils ne l'obtiennent pas non plus sous le gouvernement actuel. Je demande aux ministériels de l'arrière-ban de se joindre à nous pour enjoindre au gouvernement, comme nous ne cessons de le faire, de tenir les promesses que le premier ministre a faites avant les élections, de s'efforcer, avec nous, de rendre le gouvernement au moins aussi sensible au sort des agriculteurs que le gouvernement conservateur de Saskatchewan, de nous aider